

Service d'infrastructure de la défense  
Etablissement de Brest

## **Cahier des Clauses Particulières**

### **CCP**

#### Maître de l'ouvrage

Ministère des armées

#### Conducteur d'opération

Etablissement du Service Infrastructure de la Défense de Brest  
(ESID de Brest)

#### Objet du marché de prestations intellectuelles

Roscanvel (29)  
CPEOM – Caserne Sourdis  
Construction d'un bâtiment d'hébergement de 50 lits en chambres simples  
Mission de coordination SPS de 1<sup>ère</sup> catégorie

## SOMMAIRE :

<b>1</b>	<b>DISPOSITIONS GENERALES.....</b>	<b>3</b>
1.1	Objet du marché .....	3
1.2	Délégation de l'acheteur .....	3
1.3	Intervenants.....	3
1.4	Pièces contractuelles constitutives du marché .....	3
1.5	Parties techniques .....	4
1.6	Obligations et responsabilités du titulaire .....	4
<b>2</b>	<b>CONFIDENTIALITE, MESURES DE SECURITE .....</b>	<b>5</b>
2.1	Protection du secret .....	5
2.2	Traitement des documents portant le marquage « Diffusion Restreinte » .....	5
2.3	Protection de l'activité des zones militaires .....	6
2.4	Mesures de sécurité relatives à l'accès au site.....	6
<b>3</b>	<b>PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES .....</b>	<b>6</b>
3.1	Forme et contenu des prix.....	6
3.2	Variation dans les prix.....	7
3.3	Règlement des comptes.....	7
3.4	Demandes de paiement.....	8
3.5	Paieement des groupements .....	9
3.6	Délai global de paiement.....	9
<b>4</b>	<b>CONTENU DE LA MISSION .....</b>	<b>9</b>
4.1	Contenu de la mission de coordination .....	9
4.2	Moyens accordés par le maître d'ouvrage.....	13
4.3	Autorité du coordonnateur SPS.....	13
4.4	Clause d'insertion sociale.....	14
4.5	Clause environnementale.....	14
<b>5</b>	<b>COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES .....</b>	<b>14</b>
5.1	Désignation d'un correspondant par le titulaire.....	14
5.2	Ordre de service .....	15
<b>6</b>	<b>DELAIS D'EXECUTION .....</b>	<b>15</b>
6.1	Délai d'exécution des tranches et parties techniques.....	15
6.2	Délai d'intervention .....	15
6.3	Prolongation du délai d'exécution .....	16
<b>7</b>	<b>ASSURANCES .....</b>	<b>16</b>
<b>8</b>	<b>RECEPTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>16</b>
<b>9</b>	<b>REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE .....</b>	<b>16</b>
<b>10</b>	<b>PENALITES .....</b>	<b>16</b>
10.1	Pour retards dans la remise des documents d'étude .....	16
10.2	Pour retards du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).....	17
10.3	Pour absence.....	17
10.4	Pénalité pour non-respect des consignes de protection du secret .....	17
10.5	Pour non-respect du règlement intérieur.....	17
10.6	Travail dissimulé.....	17
<b>11</b>	<b>RESILIATION .....</b>	<b>17</b>
<b>12</b>	<b>DEROGATIONS AUX CCAG PL.....</b>	<b>17</b>

### Annexe : Synthèse de l'opération

## **1 Dispositions générales**

---

### **1.1 Objet du marché**

Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) concerne un marché pour une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, en vue d'effectuer les missions définies dans le chapitre II du titre III du livre V de la 4ème partie du code du travail, pour les phases de conception et de réalisation dans le cadre de l'opération « Construction d'un bâtiment d'hébergement de 50 lits en chambres simple pour le CPEOM – Casernes Sourdis sur le site de Roscanvel (29) ».

A titre indicatif, le coût du marché de travaux est estimé par l'administration à 6 610 k€ HT.

L'opération est soumise aux obligations suivantes :

par le maître d'ouvrage :

- Etablissement d'une déclaration préalable (DP).

par le coordonnateur SPS :

- Rédaction du registre journal (RJ) ;
- Elaboration d'un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC-SPS) ;
- Rédaction du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) ;
- Constitution et présidence du collège interentreprises de santé, de sécurité et des conditions de travail (CISSCT).

par les entreprises intervenant sur le chantier :

- Elaboration des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PP-SPS).

### **1.2 Délégation de l'acheteur**

**Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG-PI**, le directeur de l'établissement de l'ESID de Brest a désigné, par décision n° 513565 du 16/12/2022, le chef de division INV, comme personne physique recevant toute délégation pour la passation et l'exécution du présent marché.

### **1.3 Intervenants**

#### **1.3.1 Conduite d'opération**

La fonction de conducteur d'opération est assurée par le chef du bureau « BGC 2 » de la division INV de l'établissement du service d'infrastructure de la défense de Brest.

#### **1.3.2 Maîtrise d'œuvre**

Sans objet.

#### **1.3.3 Contrôle technique**

Pour l'exécution des travaux, le maître d'ouvrage sera assisté d'un contrôleur technique.

### **1.4 Pièces contractuelles constitutives du marché**

Les documents contractuels énumérés au marché ont pour objet d'en définir l'importance et d'en régler les modalités d'exécution et de règlement.

**Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI**, le présent marché est régi par les documents ci-après, par ordre de priorité décroissante.

#### **1.4.1 Pièces particulières**

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes dont l'exemplaire original conservé par l'Administration fait seul foi.

#### **1.4.2 Pièces générales**

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère des armées ;
- le guide de préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction en période d'épidémie de l'OPPBTP – version en vigueur à la date de remise des dernières offres.

#### **1.4.3 Pièces délivrées au titulaire**

Une copie certifiée conforme à l'original des pièces particulières constituant le marché et des pièces contractuelles postérieures à sa conclusion est délivrée, à sa demande, sans frais et en unique exemplaire au titulaire du marché pour être remise en cas de cession ou de nantissement de créances (article 4.2 du CCAG-PI).

### **1.5 Parties techniques**

Les prestations du présent marché sont scindées en parties techniques (au sens de l'article 22 du CCAG-PI) définies ci-après :

N°	Désignation
<b>1</b>	<b>Conception</b>
1.1	Prestations à exécuter durant l'élément d'avant-projet
1.2	Prestations à exécuter durant la phase de passation du contrat de travaux, jusqu'au choix du titulaire inclus.
<b>2</b>	<b>Réalisation</b>
2.1	Prestation à exécuter durant la période de préparation du chantier
2.2	Prestation à exécuter pendant les travaux jusqu'à leur réception et la levée des réserves

La date de démarrage des différentes parties techniques sera prescrite par un ordre de service.

### **1.6 Obligations et responsabilités du titulaire**

Le niveau minimal de compétence du coordonnateur SPS, conformément aux dispositions de l'article R.4532-23 du code du travail introduit par le décret n°94-1159 du 26 décembre 1994, est de « Niveau 1 : Aptitude à coordonner toutes opérations ».

La ou les personnes physiques désignées dans l'Acte d'Engagement pour exercer la mission de coordination SPS doivent en permanence posséder l'attestation requise par les articles R.4532-31 du code du travail sous peine de résiliation immédiate du marché au tort du titulaire.

Le titulaire :

- Doit réaliser une prestation parfaitement conforme aux clauses du présent marché et selon les règles de l'Art,

- Doit mettre en œuvre une organisation, des méthodes et des moyens fondés sur un système qualité leur permettant de garantir la qualité des prestations réalisées ainsi que leur conformité aux exigences du marché et d'en apporter la preuve.
- Doit connaître et appliquer scrupuleusement toutes les dispositions législatives et réglementaires applicables dans le cadre de ces missions et relatives notamment à la sécurité des chantiers et à la santé des travailleurs pouvant s'appliquer aux opérations concernées par les missions SPS de 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> catégorie.
- S'engage à saisir immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur de tout accident survenant à l'un de ses agents au cours de la mission.
- Doit, le cas échéant, se servir des moyens de communication mis en place par le titulaire et utiliser la plateforme d'échange pour retirer les documents à examiner et déposer ses avis.

**Par dérogation à l'article 3.6 du CCAG-PI**, et au regard des articles R.4532-17 à R.4532-19 et R.4532-29 du code du travail, la sous-traitance des opérations de coordination n'est pas possible.

L'Inspection du Travail dans les Armées est compétente pour la surveillance et le contrôle des entreprises en matière de sécurité, de santé et des conditions de travail (BCRM de Brest - ITA Brest - CC33 -29240 Brest cedex 9)

## **2 Confidentialité, mesures de sécurité**

---

Les prestations faisant l'objet du marché intéressent la Défense. Le titulaire est dans l'obligation de se conformer aux dispositions de l'article 5 « *Confidentialité – Protection des données personnelles – Mesure de sécurité* » du CCAG-PI et, en complément, aux articles suivants :

### **2.1 Protection du secret**

Le présent marché est un marché dit « non-protégé »

### **2.2 Traitement des documents portant le marquage « Diffusion Restreinte »**

Pour l'application des mesures de l'article 5 du CCAG Prestation Intellectuelle, il est précisé que le traitement des documents portant le marquage "*Diffusion Restreinte*" en application de l'instruction générale interministérielle n° 1300/SGDN/PSE/SSD, relative à la protection du secret de la défense nationale annexée à l'arrêté du 13 novembre 2020 portant approbation de ladite instruction doit faire l'objet des mesures suivantes :

#### **2.2.1 Conservation, destruction et reproduction :**

Les documents marqués "*Diffusion Restreinte*" sont enregistrés au départ et à l'arrivée selon les règles appliquées à tout document administratif non classifié. Ils doivent être conservés dans des meubles fermant à clés.

Leur destruction a lieu sous la responsabilité des détenteurs, sans mention particulière sur les documents d'enregistrement du courrier.

Leur reproduction doit rester limitée aux seuls besoins du service.

#### **2.2.2 Transmission des documents Diffusion restreinte :**

**Il est interdit de transmettre via Internet ces documents sans chiffrement à l'aide d'un moyen agréé par l'ANSSI.**

La transmission des documents "*Diffusion Restreinte*" doit être effectuée :

**À l'intérieur des locaux des candidats** : sous enveloppe ou par personne désignée par le titulaire du marché ;

### **Vers l'extérieur :**

- Sous double enveloppe, l'enveloppe intérieure portant la mention "*Diffusion Restreinte*" et les références du document, l'enveloppe extérieure ne comportant que les indications nécessaires à la transmission ;
- Par voie postale (civile ou militaire) en France métropolitaine, vers les départements ou les collectivités d'outre-mer ou vers l'étranger, par un moyen garantissant la bonne réception du document.

#### **2.2.3 Traitement informatisé d'information "*Diffusion Restreinte*"**

Le traitement informatisé (numérisation, création, stockage, reproduction, transmission, destruction) d'informations "*Diffusion Restreinte*" n'est possible qu'en se conformant strictement aux règles de l'instruction interministérielle 901/SGDSN/ANSSI (NOR : PRMD1503279J) dont les principes généraux sont rappelés ci-dessous :

- Le traitement en clair des informations portant la mention "*Diffusion Restreinte*", notamment leur stockage et leur diffusion, s'effectue sur des réseaux :
  - o [De classe 2] isolé, c'est-à-dire non connecté, même indirectement, à Internet (préférentiellement)
  - o [De classe 1] non isolé mais équipé :
    - D'un dispositif de filtrage qualifié au niveau standard, en coupure de flux,
    - D'un dispositif de rupture de flux (proxy) qualifié au niveau élémentaire
    - D'une sonde de détection qualifiée au niveau élémentaire.
- La connexion d'équipements personnels à un système d'informations *Diffusion Restreinte* est proscrite.
- Les informations portant la mention "*Diffusion Restreinte*" contenues dans des dispositifs nomades (ordinateurs portables, média amovibles, téléphones, etc.) sont chiffrées par des moyens agréés par l'ANSSI, afin de limiter le risque de divulgation en cas de perte ou de vol.
- Les informations portant la mention "*Diffusion Restreinte*" sont chiffrées à l'aide de moyens agréés à ce niveau par l'ANSSI dès lors qu'elles transitent ou sont stockées en dehors d'une zone physiquement protégée dans les conditions de l'article 15 de l'instruction de référence. Le moyen agréé retenu par le ministère est "ACID Cryptofiler"

**La mise en ligne de ces documents sur un site Internet est strictement interdite sous peine de sanctions administratives.**

### **2.3 Protection de l'activité des zones militaires**

Le titulaire s'engage à respecter les consignes de l'établissement.

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des dispositions du Code de la Défense et notamment de l'article L1332-2-1 et les articles R1332-22-1 et suivants.

### **2.4 Mesures de sécurité relatives à l'accès au site**

Le règlement de l'établissement sera transmis sur demande.

## **3 Prix et règlement des comptes**

---

### **3.1 Forme et contenu des prix**

**Par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG-PI**, les prix du marché sont hors TVA.

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par des prix forfaitaires précisés à **l'article B1** de l'acte d'engagement.

Les prix comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations décrites au CCTP du marché, en tenant en compte notamment :

- La période de recouvrement lors des changements éventuels de coordonnateurs, y compris les frais d'établissement en commun du procès-verbal de passation des consignes ;
- Le temps passé pour l'accueil des entreprises, les visites d'inspection communes et la participation aux réunions de chantier ;
- Du temps passé pour la participation aux réunions diverses éventuelles y compris le déplacement jusqu'au site ;
- Les frais de déplacements et découlant des restrictions d'accès au site ;
- Les frais d'établissement, de transmission et de diffusion des documents ;
- Les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ;
- Les frais de conservation des documents pendant les délais réglementaires ;
- Les frais de fourniture au maître d'ouvrage d'une copie certifiée conforme du registre-journal de coordination ;
- Des frais de fonctionnement et de secrétariat.
- Les frais de fonctionnement et de secrétariat du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail.

### **3.2 Variation dans les prix**

#### **3.2.1 Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois de la date de remise de la dernière offre. Ce mois est appelé « M0 », il est indiqué en première page de l'Acte d'engagement.

#### **3.2.2 Choix de l'index de référence**

L'index de référence (*I*) choisi est l'index INGENIERIE.

La valeur des index peut être consultée au Moniteur des travaux publics ou sur le site de L'INSEE ([www.insee.fr](http://www.insee.fr)).

#### **3.2.3 Mode de variation des prix**

**Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG-PI**, les prix sont révisables dans les conditions suivantes.

Le coefficient de révision  $C_n$  applicable pour le calcul des acomptes, et du solde est donné

par la formule :  $C_n = 0,125 + 0,875 \times \frac{I_n}{I_0}$

dans laquelle  $I_0$  et  $I_n$  sont les valeurs prises par l'index de référence *I* respectivement au mois zéro et au mois *n*.

Le mois « *n* » étant :

- pour le paiement des acomptes mensuels, le mois d'exécution des prestations,
- pour le paiement du solde, le mois de remise des documents définitifs au maître d'ouvrage, ou, en cas de retard dans cette remise de documents, le mois contractuel de fin d'exécution des prestations.

Les valeurs finales des paramètres retenues pour le calcul de la variation du prix sont celles atteintes à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de leur réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

### **3.3 Règlement des comptes**

#### **3.3.1 Généralités**

Les modalités de règlement des comptes sont définies par les articles 11 et 12 du CCAG-PI.

**Par dérogation au 11.3.6 du CCAG-PI**, le maître d'ouvrage communiquera au titulaire en début de marché les modalités de présentation des demandes de paiements et pourra en communiquer de nouvelles en cours de marché. Le titulaire établira ses demandes de paiement selon les dernières modalités qui lui auront été communiquées.

**Par dérogation au 11.7.2 du CCAG-PI**, si une demande de paiement n'a pas été produite dans un délai d'un mois à partir de la réception des prestations, et **sans mise en demeure préalable**, le pouvoir adjudicateur peut procéder d'office à la liquidation sur la base d'un décompte établi par ses soins. Ce décompte est notifié au titulaire.

### 3.3.2 Avance

L'avance est définie selon les modalités de l'option A prévue à l'article 11.1 du CCAG-PI.

Une avance est accordée au titulaire ou au sous-traitant admis au paiement direct dès lors que le marché respect les conditions mentionnées à l'article R.2191-3 du Décret 2018-1075 du 03/12/2018, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le taux de l'avance est fixé à 30 %.

Le montant de l'avance ne sera ni révisé, ni actualisé.

Les modalités de paiement et de remboursement sont régies par les article R.2191-6 à R.2191-12.

### 3.3.3 Acompte

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet de paiements d'acomptes dans les conditions suivantes : le montant de chacun d'eux est déterminé par le représentant du pouvoir adjudicateur sur demande du titulaire et après production des justificatifs de l'avancement de la prestation.

### 3.3.4 Paiement pour solde

Après constatation de l'achèvement de sa mission le titulaire adresse au représentant du pouvoir adjudicateur un projet de décompte de liquidation correspondant aux prestations fournies.

Le montant du décompte est arrêté par le représentant du pouvoir adjudicateur.

### 3.3.5 Retenue de garantie

Le titulaire est dispensé de constituer une retenue de garantie.

## 3.4 **Demandes de paiement**

Le titulaire doit déposer gratuitement ses projets de décompte de façon dématérialisée sur le portail sécurisé CHORUS PRO : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour plus d'information, le titulaire peut consulter la documentation fournie sur le site de la communauté CHORUS PRO : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

**Avertissement : Avant le premier dépôt d'un projet de décompte, il est conseillé au titulaire de prendre contact avec le service comptable de l'ESID de Brest :**

Courriel : [esid-brest.liquid-facture.fct@intradef.gouv.fr](mailto:esid-brest.liquid-facture.fct@intradef.gouv.fr)  
N° de téléphone : 02.98.14.83.34 – 02.98.14.89.84 – 02.98.14.80.72



### **3.5 Paiement des groupements**

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire est seul habilité à présenter les demandes de paiement relatives au financement du marché.

### **3.6 Délai global de paiement**

Conformément à l'article R.2192-10 du décret 2018-1075 du 03/12/2018, le paiement des acomptes et du solde ne peut excéder trente (30) jours.

## **4 CONTENU DE LA MISSION**

---

### **4.1 Contenu de la mission de coordination**

*Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives à la sécurité du chantier et à la santé des travailleurs pouvant s'appliquer à l'opération susvisée.*

#### **4.1.1 Principes généraux d'intervention et étendue de la mission du coordonnateur**

Les principes généraux d'intervention du coordonnateur sont définis par les articles L. 4531-1 et L 4532-2 du code du travail (loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 publiée au J.O. du 1<sup>er</sup> janvier 1994).

Le coordonnateur intervient sur tout chantier ou futur chantier de bâtiment ou de génie civil où sont appelés à intervenir plusieurs travailleurs indépendants ou entreprises, sous-traitants inclus.

Sa mission vise à prévenir les risques résultant des travaux simultanés ou successifs d'intervenants indépendants et à prévoir, lorsqu'elle s'impose, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

La mission de coordination porte sur les phases de conception et de réalisation.

Les **comptes rendus** ou **procès-verbaux du coordonnateur** devront être accompagnés de **photos légendées et datées**. Les photos ne devront pas prêter à confusion de lieu.

#### **4.1.2 Contenu de la mission de coordination**

##### **4.1.2.1 Pendant la phase de **conception**, le coordonnateur a pour mission de :**

- **ouvrir** le registre-journal de la coordination dès la signature du contrat de coordination et, conformément à l'article R. 4532-38, y porter au fur et à mesure du déroulement de l'opération les observations ou notifications qu'il peut juger nécessaires de faire au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre ou à tout autre intervenant. Ces observations sont visées dans chaque cas par le ou les intéressés avec leurs réponses ou propositions alternatives éventuelles.
- **analyser** les dossiers établis par le maître de l'ouvrage et formuler éventuellement ses observations (état néant éventuel).
- **déterminer** les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.
- **participer** aux réunions le concernant, visiter le site du chantier et définir les aménagements nécessaires de chantier (clôture, VRD, voies d'accès) avec le maître d'œuvre ou son représentant.
- **participer** à une réunion de préparation avec le chef d'emprise, le conducteur d'opération en amont de la rédaction du PGC-SPS afin d'élaborer le PGP (Plan Général de Prévention) et

d'appréhender les risques d'interférence avec l'exploitation de l'emprise.

- **élaborer et adapter** le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (PGC-SPS).

En plus des renseignements, mesures et modalités mentionnées par l'article R. 238-22 du code du travail, il inclut les informations concernant l'entreprise d'accueil du protocole de sécurité défini par arrêté du 26/04/96 (JO du 08/05/96) ayant pour objet l'adaptation de certaines règles de sécurité applicables aux opérations de chargement et de déchargement effectuées par une entreprise extérieure.

- **élaborer** le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO). Ce dossier rassemble sous bordereau tous les documents, tels que plans et notes techniques, de nature à faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage.

- **établir** le projet de règlement du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (C.I.S.S.C.T) et le transmettre au maître d'ouvrage.

- **contrôler** les données relatives à la prévention des risques professionnels pour la maintenance des installations d'éclairage, de fermetures automatiques, de désenfumage, électriques, d'aération et d'assainissement.

- **contribuer** à l'élaboration du dossier de consultation des entreprises en fournissant au maître d'ouvrage l'ensemble des éléments, pièces, modèles de documents se rapportant à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs. Ces éléments sont destinés à permettre aux entreprises candidates de présenter des offres en toute connaissance des conditions de sécurité et de protection de la santé exigées pour l'opération (notamment les modalités de prise en charge par les différents corps d'état des dispositions retenues).

- **assurer** le passage des consignes et la transmission des documents visés ci-dessus au coordonnateur de la phase de réalisation de l'ouvrage lorsque celui-ci est différent.

#### 4.1.2.2 Pendant la phase de **réalisation** des travaux, le coordonnateur a pour mission de :

- **veiller** à ce que les principes généraux de prévention définis aux articles L. 4531-1 et L. 4534-1 et L. 4532-18 soient effectivement mis en œuvre.

- **tenir à jour et conserver** le registre-journal de la coordination dans lequel il consigne, au fur et à mesure du déroulement de l'opération :

- les comptes rendus des inspections communes, les consignes à transmettre et les observations particulières prévues au 1° de l'article R. 4532-13 du code du travail, qu'il fait viser par les entrepreneurs concernés ;

- les observations ou notifications qu'il peut juger nécessaires de faire au maître d'ouvrage, au représentant du maître d'œuvre ou à tout autre intervenant sur le chantier, qu'il fait viser dans chaque cas par le ou les intéressés avec leurs réponses ou propositions alternatives éventuelles ;

- dès qu'il en a connaissance, les noms et adresses des entrepreneurs contractants et sous-traitants, ainsi que la date approximative d'intervention de chacun d'eux sur le chantier, et, par entreprise, l'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier et la durée prévue des travaux ;

Cette liste est, si nécessaire, précisée au moment de l'intervention sur le chantier et tenue à jour.

Le coordonnateur présente le registre-journal, sur leur demande, au représentant du maître d'œuvre, à l'inspecteur du travail, à l'agent du comité régional de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment, aux représentants des chefs des services de prévention des

organismes de sécurité sociale compétents en matière de prévention des risques professionnels.

- **tenir à jour et adapter** le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC-SPS) notamment :

- en le complétant et l'adaptant en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail. Ces modifications sont portées à la connaissance des entreprises ;
- en intégrant, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé et, le cas échéant, les plans de prévention prévus par d'autres dispositions du code du travail.

Le coordonnateur est tenu de communiquer, dès la conclusion du marché de travaux, à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir sur le chantier les noms et adresses des entrepreneurs contractants, et de transmettre à chaque entrepreneur qui en fait la demande les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé établis par les autres entrepreneurs.

- **faire établir** par les intervenants du chantier et **harmoniser** les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PP-SPS). Ces plans intègrent les mesures prévues pour l'accès des fournisseurs au chantier.

Le coordonnateur communique aux autres entrepreneurs les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé des entrepreneurs chargés du gros œuvre ou du lot principal et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers tels qu'énumérés sur la liste prévue à l'article L. 4532-8 du code du travail.

- **définir** les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques.

- **organiser** entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé ; à cet effet, il doit, notamment, procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.

- **veiller** à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent.

- **tenir compte** des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier.

- **procéder** avec le chef de l'établissement en activité, préalablement au commencement des travaux, à une inspection commune visant à délimiter le chantier, à matérialiser les zones du secteur dans lequel se situe le chantier qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir, à préciser les voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux, ainsi qu'à définir, pour les chantiers non clos et non indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration auxquels auront accès leurs personnels.

- **communiquer** aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier les consignes de sécurité

arrêtées avec le chef d'établissement et, en particulier, celles qu'elles devront donner à leurs salariés, ainsi que, s'agissant des chantiers non clos et non indépendants, les installations sanitaires, vestiaires et les locaux de restauration auxquels auront accès leurs personnels.

- **participer** à la première partie de **chaque réunion de chantier hebdomadaire** destinée à traiter les questions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs sur le chantier. Le coordonnateur SPS est destinataire des comptes rendus de chantier établis par le maître d'œuvre et formulera le cas échéant toutes les observations.

- **proposer** les dispositions qui s'avèrent nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

- **assurer** une présence régulière sur le chantier (chaque semaine). Cette présence doit être consacrée d'une part aux visites organisées à son initiative en fonction des phases importantes du chantier, d'autre part aux visites communes préalables à l'intervention de tout nouvel entrepreneur. En cas de visite organisée à son initiative, le coordonnateur SPS est tenu d'en aviser au préalable le représentant du pouvoir adjudicateur. Il effectue la visite, seul ou accompagné du représentant du pouvoir adjudicateur si celui-ci le souhaite. Il peut demander, si les circonstances l'exigent, la participation d'entreprises.

Le titulaire participera aux réunions de chantier. Ces réunions pourront avoir lieu dans les locaux de l'administration ou bien sur le chantier.

Le coordonnateur fait au minimum une visite inopinée **toutes les semaines** en dehors du jour de la réunion de chantier. Ces visites sont organisées à l'initiative du coordonnateur en fonction des phases importantes du chantier. Ces visites inopinées sont consacrées à l'inspection du chantier et au contrôle des mesures prévues, étant entendu que le créneau horaire prévu pour cette visite inopinée est parfaitement distinct de celui consacré à la réunion de chantier.

Il effectue la visite, seul ou accompagné du Représentant du Pouvoir Adjudicateur ou de son représentant si celui-ci le souhaite. Il peut demander, si les circonstances l'exigent, la participation de représentants d'entreprises.

Un compte rendu de visite est porté au registre-journal de la coordination; il précise le temps de visite, son objet, les intervenants et les observations formulées.

- **compléter** le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO). Ce dossier rassemble sous bordereau tous les documents, tels que plans et notes techniques, de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage. Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage est **remis** par le coordonnateur SPS en titre au maître de l'ouvrage à la réception des travaux objets de la présente mission de coordination SPS. Cette transmission fait l'objet d'un procès-verbal joint au dossier.

- au vu des premières interventions sur l'ouvrage en exploitation, **constater** la validité des mesures définies dans le DIUO et si besoin **adapter** le document dans les trois mois suivants la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

Après accord du maître d'ouvrage, le coordonnateur insère ces mesures dans le PGC-SPS.

- **convoquer** et **présider** le C.I.S.S.C.T dans les conditions définies par le décret n° 95-543 du 4 mai 1995.

- **informer** le maître d'ouvrage de l'existence des C.H.S.C.T et des délégués des personnels des intervenants.

- **assurer la concertation** avec les personnes physiques chargées de la coordination de santé et de protection de la santé pour les opérations suivantes dont la réalisation interfère avec celle des travaux objet de la présente mission.

Après accord du maître d'ouvrage, le coordonnateur insère ces mesures dans le P.G.C. S.P.S.

- **conserver** le registre journal de la coordination pendant 5 (cinq) ans, à compter de la réception des ouvrages.

#### **4.2 Moyens accordés par le maître d'ouvrage**

Le maître d'ouvrage s'engage :

- à informer les maître(s) d'œuvre, entreprises, bureaux d'études et, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, des dispositions qui les concernent dans le présent marché ;
- à fournir la notice obligatoirement jointe aux marchés des différentes entreprises définissant les modalités pratiques de coopération avec le coordonnateur (art R. 4532-6 code du travail).
- à fournir au coordonnateur, sans frais, et en tenant compte des délais nécessaires à ses opérations, tout renseignement, justificatif et document technique utiles à l'accomplissement de sa mission ainsi que toute pièce modificative, et notamment le dossier des ouvrages exécutés (DOE) dès qu'il est établi, afin de finaliser le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO). Les documents relatifs aux phases d'avant-projet et de préparation du contrat de travaux, seront transmis pour avis avant leur approbation ;
- à donner librement accès aux chantiers et aux autres lieux d'intervention et, d'une façon générale, à fournir toute facilité au coordonnateur pour l'exercice de sa mission ;
- à prévenir le coordonnateur de la date de commencement des travaux. Ce dernier est par ailleurs informé du déroulement du chantier par la communication systématique qui lui est faite des comptes rendus de réunion ; il assiste aux dites réunions s'il le désire ;
- l'informer des mesures d'organisation générale du chantier envisagées par le maître d'œuvre en vue de leur intégration dans le P.G.C.S.P.S. (cat 1 et 2)
- à fournir au coordonnateur la liste, tenue à jour, des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier ;
- à informer le coordonnateur de l'intervention de toute entreprise au titre de la garantie de parfait achèvement prévue par l'article 44.1 du CCAG-Travaux ;
- à constituer le collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (C.I.S.S.C.T) au plus tard vingt et un jours avant le début effectif des travaux.

#### **4.3 Autorité du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS aura un droit d'accès permanent au chantier et pourra requérir tout document auprès de tout intervenant dans le cadre de sa mission.

En cas d'anomalie constatée, de violation par tout intervenant des mesures de coordination SPS qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de SPS, le coordonnateur procédera sans délai de la manière progressive suivante:

- Remarque verbale ;
- Remarque écrite à l'entreprise avec copie au maître de l'ouvrage si le problème persiste;
- Remarque en réunion hebdomadaire de chantier ;
- Demande d'arrêt partiel ou total du chantier aux frais et risques du contrevenant adressée au maître de l'ouvrage ;
- Mention de l'anomalie sur le registre-journal de la coordination.

##### **4.3.1 Danger grave et imminent.**

En cas de danger grave et imminent, le maître de l'ouvrage autorise le coordonnateur à arrêter

le chantier et à prendre les mesures conservatoires adaptées ainsi que celles nécessaires pour supprimer le danger.

Dans une telle situation le coordonnateur informera dans les plus brefs délais :

- la maîtrise d'ouvrage ;
- la maîtrise d'œuvre ;
- la ou les entreprises concernées.

La notification de ces arrêts est consignée au registre-journal. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre-journal.

#### **4.3.2 Litige**

Tout différend entre le coordonnateur et les autres intervenants dans l'opération, y compris la maîtrise d'œuvre, est soumis au maître d'ouvrage.

#### **4.3.3 Information du coordonnateur**

Le coordonnateur est habilité à se faire communiquer par les différents intervenants, y compris la maîtrise d'œuvre, tout document et information nécessaire à l'accomplissement de sa mission et notamment tout document qu'il juge utile pour examiner les PP-SPS.

#### **4.4 Clause d'insertion sociale**

Il n'est pas prévu de clause d'insertion sociale.

#### **4.5 Clause environnementale**

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

- À cet effet, le titulaire prend notamment les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines (notamment lors de toute intervention sur site).
- Le titulaire prendra des dispositions afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre pendant l'exécution de son marché.
- En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

### **5 Communication entre les parties**

---

#### **5.1 Désignation d'un correspondant par le titulaire**

Le titulaire du marché est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des intervenants qu'il a désignés. La coordination SPS sera assurée pour chaque partie (Conception et Réalisation) par les personnes physiques nommément désignées dans l'Acte d'Engagement.

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la personne qui se trouve nommément désignée pour en assurer la conduite. Si cette personne n'est plus en mesure de

remplir sa mission, et **par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI**, l'accord de la personne publique sur l'identité du nouveau intervenant est formulé par décision écrite du représentant du pouvoir adjudicateur antérieurement à la passation de fonction.

A ce titre, obligation est faite au titulaire de désigner les intervenants et au moins un remplaçant et de faire figurer leurs nom et références en annexe de l'acte d'engagement.

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire.

Le changement de coordonnateur SPS occasionné par un cas de force majeure sera constaté par procès-verbal établi après la visite du chantier effectuée contradictoirement par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur ayant délégation et par le coordonnateur SPS suppléant.

Les changements de coordonnateur SPS, hors cas de force majeure, seront immédiatement soumis à l'accord préalable du SID Brest par courrier. Les personnes amenées à remplacer le coordonnateur SPS précédent devront justifier du même niveau de qualification et d'expérience.

Ces derniers seront validés par Ordre de Service.

## **5.2 Ordre de service**

Les ordres de service sont datés, numérotés et signés par le RCO. Ils sont adressés en deux exemplaires au titulaire ; celui-ci renvoie immédiatement au représentant du pouvoir adjudicateur l'un des deux exemplaires après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu.

**Par dérogation à l'article 3.1 du CCAG-PI**, toute décision ou communication du représentant du pouvoir adjudicateur sera notifiée au titulaire par ordre de service.

## **6 Délais d'exécution**

---

### **6.1 Délai d'exécution des tranches et parties techniques**

**Par dérogation au 13-1 du CCAG-PI**, les délais d'exécution courent à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de les commencer et non de la date de notification du marché.

La notification de l'exécution des éléments d'une partie pourra intervenir dans un délai variable avant ou après la fin de la partie précédente, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnisation, quelle qu'en soit la durée (il peut y avoir recouvrement ou interruption entre les parties)

### **6.2 Délai d'intervention**

Les stipulations concernant les délais d'intervention du coordonnateur sont précisées ci-dessous :

Le coordonnateur SPS dispose d'un délai de **10 jours**, à compter de la réception de chaque document d'étude que lui transmet le maître d'ouvrage pour formuler un avis.

Le coordonnateur SPS propose au maître d'ouvrage les modalités pratiques de sa coopération avec les autres intervenants pour exécuter sa mission dans un délai de **10 jours** à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de commencer les prestations objet du présent marché. Sur la base de ces propositions, le maître d'ouvrage arrête les modalités pratiques de coopération dans un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants, ainsi qu'au présent marché.

Le coordonnateur SPS commence à élaborer le PGC-SPS dès le début d'exécution de la première partie technique décrite ci-dessus. Il remet au maître d'ouvrage le PGC-SPS à joindre au dossier de consultation des entreprises dans un délai maximum de **10 jours** après la date de réception de l'ordre de service prescrivant de le fournir.

Le coordonnateur SPS remet au maître d'ouvrage la première version du DIUO au maximum **15 jours** après la date de réception de l'ordre de service prescrivant de le fournir.

Chaque délai se termine le jour de la remise par le titulaire du document sanctionnant l'étude prescrite, établi conformément aux dispositions des clauses techniques.

### **6.3 Prolongation du délai d'exécution**

En complément de l'article 13.3 du CCAG-PI, la prolongation du délai d'exécution pourra également résulter d'une décision de l'Acheteur.

## **7 Assurances**

---

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés pendant la construction ou après réception des travaux par l'exécution de la prestation.

## **8 Réception des prestations**

---

La réception des prestations ne peut intervenir qu'après remise complète des documents qui s'y rapportent.

La réception des parties techniques est conditionnée par la remise complète des livrables s'y rapportant.

**Par dérogation à l'article 29 du CCAG-PI**, la décision de réception de chaque partie technique fera l'objet d'un ordre de service.

**Par dérogation à l'article 29 du CCAG-PI**, l'acceptation par le représentant du pouvoir adjudicateur du décompte final relatif au marché vaut décision de réception.

La prestation du coordonnateur SPS s'achève à la date la plus tardive entre la date de réception du DIUO, la date de réception des travaux si ceux-ci ne font pas l'objet de réserves, ou la date de notification des levées dans le cas contraire.

## **9 Régime des droits de propriété intellectuelle**

---

Le régime des droits de propriété intellectuelle applicable est le régime de cession des droits à titre exclusif à l'Acheteur.

## **10 Pénalités**

---

Les pénalités appliquées dans le cadre du présent marché sont cumulables.

**Par dérogation à l'article 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-PI**, le montant total des pénalités ne sont pas plafonnées et elles sont dues dès le premier euro.

### **10.1 Pour retards dans la remise des documents d'étude**

**Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI**, en cas de retard sur les délais prescrits en 6, le titulaire pourra subir une pénalité journalière de **200 € HT**.



Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard par le représentant du pouvoir adjudicateur. Le nombre de jours de retard est obtenu par différence entre la date de remise du document ou de l'avis et la date limite prévue.

#### **10.2 Pour retards du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO)**

La remise du DIUO intervient à la réception des ouvrages objets de la présente mission de coordination SPS.

En cas de retard dans la remise de ce document, le titulaire pourra subir une pénalité forfaitaire de **250 € HT**.

#### **10.3 Pour absence**

Pour toute absence à une réunion prévue ou à laquelle il aura été convoqué par le maître d'ouvrage, et par visite inopinée non effectuée, tant au cours de la phase de conception qu'à la réalisation des travaux, le titulaire pourra se voir infliger une pénalité d'un montant de **250 € HT**, par absence constatée.

#### **10.4 Pénalité pour non-respect des consignes de protection du secret**

En cas de non-respect volontaire ou involontaire des consignes fixées au présent CCAP par des personnels du titulaire ou de ses sous-traitant, le titulaire encourt une pénalité unitaire de **250 € HT** par infraction constatée.

#### **10.5 Pour non-respect du règlement intérieur**

En cas de non-respect volontaire ou involontaire du règlement intérieur cité au 2.4 du présent CCAP, par des personnels du titulaire ou de ses sous-traitant, le titulaire encourt une pénalité unitaire de 200 € HT par infraction constatée.

#### **10.6 Travail dissimulé**

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail, des pénalités pourront être infligées. Le montant des pénalités ainsi appliquées sera de 10% du montant du marché, et ne dépassera pas 45 000 € HT.

### **11 Résiliation**

---

La décision d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue d'une des parties techniques décrites à l'article « parties techniques » ci-dessus emporte résiliation du marché sans indemnité (selon l'article 22 du CCAG-PI).

Le marché pourra être résilié, sans mise en demeure préalable, selon les dispositions de l'article 36 du CCAG-PI. Dans ce cas, une exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire pourrait être effectuée sur décision du représentant du pouvoir adjudicateur, dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG-PI.

En cas de non-renouvellement ou de perte d'agrément du coordonnateur SPS, portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci sera résilié sans indemnité.

L'administration peut, à tout moment, décider de résilier le marché dans les conditions prévues au chapitre 7 « résiliation » du CCAG-PI.

### **12 Dérogations aux CCAG PI**

---

Les dérogations apportées au CCAG-PI par le présent marché sont récapitulées ci-après :

Article du CCP	N° de l'article du CCAG PI
1.2	3.3
1.4	4.1
1.6	3.6
3.1	10.1.3
3.2.3	10.1.1
3.3.1	11.3.6 et 11.7.2
5.1	3.4.3
5.2	3.1
6.1	13.1
8	29
10	14.1.1 à 14.1.3

**Annexe**  
**Synthèse de l'opération**

Fichier : CCP\_7664\_A1